

Déclaration liminaire

Évaluer les élèves ne dispense pas d'évaluer les politiques éducatives

Les résultats de PISA 2025 viennent d'être publiés. Comme à chaque fois, ils suscitent commentaires, comparaisons et annonces. Ils devraient pourtant nous conduire à une exigence simple : évaluer les élèves, bien sûr, mais aussi les politiques éducatives qui leur sont appliquées.

En France, les performances reculent une nouvelle fois en compréhension de l'écrit et en mathématiques, tandis qu'elles restent globalement stables en sciences. Les élèves concernés ont effectué l'essentiel de leur scolarité obligatoire sous les politiques éducatives conduites depuis 2017. Ces résultats interrogent donc nécessairement les orientations suivies depuis près de dix ans.

Le ministère met en avant l'exposition aux écrans, l'usage du téléphone portable ou encore le recul du suivi familial. Ces facteurs doivent évidemment être examinés. Mais ils ne peuvent servir à exonérer les politiques éducatives de toute évaluation critique.

On ne peut pas expliquer les mauvais résultats par des facteurs extérieurs au système scolaire, puis affirmer qu'ils confirment les politiques déjà engagées. Si chaque nouvel indicateur conduit à poursuivre les mêmes orientations, quelle que soit son évolution, il ne s'agit plus d'une évaluation, mais d'une validation a priori.

Les mesures se succèdent au rythme de la communication ministérielle. Mais multiplier les annonces et les dispositifs ne fait pas une politique éducative. Une politique ne se juge pas au nombre de décisions annoncées : elle se juge à leur cohérence, à leurs conditions de mise en œuvre et à leurs effets réels.

Depuis plusieurs années, notre système éducatif mesure beaucoup. Les évaluations nationales standardisées se multiplient et leurs résultats servent à prescrire toujours davantage le travail des personnels. Pourtant, mesurer ne fait pas progresser les élèves. Les données ne produisent aucun effet si elles ne débouchent pas sur du temps, de la formation, des moyens, un accompagnement et une réelle capacité d'action pour les équipes.

La baisse en compréhension de l'écrit doit notamment nous alerter. La Cfdt Éducation Formation Recherche Publiques le rappelle régulièrement : décoder, ce n'est pas comprendre. Une politique centrée sur la fluence, sur des objectifs annuels toujours plus détaillés et sur des programmes excessivement prescriptifs doit elle aussi être évaluée à partir de ses effets réels sur les apprentissages.

Pour la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, toute réforme importante devrait comporter des objectifs explicites, des conditions de mise en œuvre identifiées, un calendrier d'évaluation rendu public et une association réelle des personnels et de leurs représentants. Cette évaluation doit pouvoir conduire à poursuivre une politique, mais aussi à la corriger, à la suspendre ou à l'abandonner.

Pour la CFDT, les personnels ne sont pas seulement chargés d'appliquer les politiques éducatives : leur connaissance du travail réel doit contribuer à les concevoir et à les évaluer.

Après PISA, la question n'est donc pas seulement de savoir quelle place occupe la France dans un classement. Elle est de savoir ce que nos politiques ont réellement produit et si le ministère accepte d'en tirer toutes les conséquences.

Pour la CFDT, évaluer les élèves ne dispense pas d'évaluer les politiques éducatives. C'est même la condition pour transformer des résultats en progrès.